

Mais où va l'AFP ? Assemblée générale du personnel jeudi 31 janvier 14H30

Dans tous les services, dans tous les bureaux, les journalistes, cadres, employés, ouvriers de l'Agence se posent la question : mais où va-t-on avec cette direction ?

Il y a 20 ans, il existait un consensus sur le rôle de l'AFP en tant qu'agence mondiale, fournisseur en gros de l'information pour les médias. Et aujourd'hui ? Nul ne conteste que ce rôle doit être repensé, mais cela doit se faire en mobilisant les compétences autour d'une stratégie de développement s'appuyant sur les missions d'intérêt général de l'Agence, expliquée par la direction et fruit d'un large débat avec l'ensemble du personnel.

Le contraire de ce que fait la direction actuelle ! Elle crée des faits accomplis, impose des choix contestables, instaure un climat de caporalisme, avance masquée... Les problèmes qui fâchent s'accumulent :

Région France

Une fausse concertation pour tenter, en vain, de donner un semblant de crédibilité à des propositions plus farfelues les unes que les autres ("reporters nationaux", suppression d'un échelon hiérarchique dans les bureaux régionaux, travail à domicile, nouvelle division du travail entre journalistes "experts" et petites mains...), mais inspirées par la même logique : à l'heure de "la crise de la presse" et des rabais toujours plus élevés réclamés par les clients, faire une agence low cost, et aguicheuse dans le contenu et la présentation de l'info, avec une rédaction en chef aux pouvoirs étendus, au risque d'une centralisation voire d'une caporalisation accrue.

Les élus du Comité d'entreprise et l'ensemble des syndicats ont publié une Motion demandant le retrait de ce projet. Plus de 150 salariés ont déjà envoyé leur signature pour soutenir cette demande.

Desk Afrique

Sans la moindre concertation, la direction a entamé la restructuration cachée de la zone Afrique. Si nous tous, collectivement, nous laissons faire, il n'y aura plus d'ici quelques semaines de desk Afrique francophone, tandis que le desk anglophone sera transféré à Johannesburg, siège d'une nouvelle direction régionale, et pourvu, comme de bien entendu, par des journalistes sous statut local.

Au prétexte d'une communauté de langue, la direction a commencé par rattacher à la Région Moyen-Orient la couverture du Maghreb et les bureaux de cette sous-région. Parallèlement, elle dégarnit consciencieusement les effectifs du desk Afrique francophone. La voilà maintenant qui prétend ne pas remplacer le chef de ce desk, qui aura cessé ses fonctions d'ici quelques jours. Le chef du desk Europe deviendrait le chef du desk Europe-Afrique.

Dans un texte publié il y a quelques jours, les journalistes du desk Afrique ont exprimé leurs inquiétudes. Ils estiment en particulier "*que le moment choisi par la direction pour dire au*

desk +on ne sait pas quel est votre avenir+, (...) alors que l'actualité africaine en pleine guerre du Mali est brûlante, est pour le moins inadéquat."

Cette logique de délocalisation s'appliquera après aux postes administratifs de la région.

Note rédactionnelle

Priorité donc à l'information "visuelle", et à des concepts qui bouleversent les règles de base de la couverture d'une agence de presse généraliste... mais aussi les missions d'intérêt général que le parlement français a pourtant inscrits dans notre statut il y a à peine un an ! Voici ce que vient de nous écrire la rédaction en chef centrale : *"Il faut faire en sorte que les aspects dramatiques (de l'anglais "dramatic" qu'on traduit habituellement par "spectaculaire", NDLR) et colorés de notre production photo et vidéo soient répercutés dans nos papiers et garder à l'esprit que l'image elle-même +est+ souvent l'histoire (...) Des inondations, des incendies, et des chutes de neige - souvent accompagnés de diaporamas et de vidéos en ligne - peuvent rester des dominantes pendant plusieurs jours même si les pertes en vie humaines et les dégâts sont limités".*

Où et par qui cette "révolution" a-t-elle été discutée ? Pourquoi la direction s'assied-elle sur l'article deux du statut qui stipule que *"l'AFP ne peut en aucune circonstance tenir compte d'influence ou de considérations de nature à compromettre l'exactitude ou l'objectivité de l'information"* ? D'ailleurs, s'en rend-t-elle seulement compte ?

Ces exemples des derniers jours relèvent de la même méthode que les décisions qui ont abouti à l'absurde répartition des services parisiens entre les locaux inadaptés de la rue Vivienne et le siège Place de la Bourse. Faut-il le rappeler ? Cette même méthode a valu en 2011 au PDG Emmanuel Hoog, promoteur d'une énième tentative de changer le statut de l'AFP, le vote d'une Motion de défiance, adoptée par une large majorité du personnel.

Pour discuter des menaces qui pèsent sur l'Agence et des actions à mener face à une direction qui avance masquée et de façon autoritaire, les organisations syndicales convient l'ensemble du personnel parisien - toutes catégories - à participer à une

<p style="text-align:center">ASSEMBLEE GENERALE Le jeudi 31 janvier à 14h30 Au premier étage de la Rue Vivienne</p>

D'ores et déjà, les syndicats ont demandé UN RENDEZ-VOUS D'URGENCE AU PDG.

D'ici là, ils informent qu'ils ont décidé de BOYCOTTER LA REUNION PREVUE CE MARDI 29 JANVIER AVEC LA DIRECTION SUR LE "CHANTIER MOBILITE".

Paris, le 29 janvier 2013,

les syndicats CGT-CFDT-FO-SNJ-SUD-CFE/CGC de l'AFP